

personnes ont été déplacées. Les pertes économiques dans l'ensemble de la région sont évaluées aux environs de 60 milliards de dollars entre 1980 et 1988, soit trois fois le total de l'aide étrangère reçue²¹.

Un autre problème, potentiellement plus menaçant, est celui des antécédents militaristes de la région, par suite des agressions de l'Afrique du Sud. Nous craignons que le legs d'attitudes violentes soit le problème le plus difficile à surmonter. Il est urgent de s'attaquer à ce phénomène, afin de garantir la croissance de la paix et de la sécurité dans l'ensemble de la région.

L'une des nécessités immédiates, pour favoriser une plus grande sécurité à l'échelon régional, est d'instaurer la paix au Mozambique. En juillet 1990, sous les auspices de l'Italie, un processus de négociation s'est amorcé entre le gouvernement du Mozambique et le mouvement de guérilla, le RENAMO. Un cessez-le-feu partiel sur les couloirs clés de transport a été ratifié en décembre de cette année et l'on a créé à Maputo une Commission mixte pour surveiller l'application des accords²². Malheureusement, cette présence internationale n'a pu exercer d'influence modératrice sur la totalité du territoire. M. Pascoal Mocumbi, ministre des Affaires étrangères du Mozambique, nous a confié que le RENAMO poursuit quand même ses tactiques de violence, attaquant des villages et détruisant des routes et voies ferroviaires essentielles. Il ajoutait craindre que l'appui à ce processus de déstabilisation ne vienne de canaux non officiels d'Afrique du Sud.

Les pourparlers de Rome entrent maintenant dans leur onzième ronde. Les observateurs estiment pour la plupart que le RENAMO est responsable du blocage des discussions. Leur rythme est beaucoup trop lent. Les coûts estimatifs de la guerre s'établissent déjà à 10 milliards de dollars US et ont coûté la vie à 600 000 Mozambicains, entraînant le déracinement de 2 700 000 réfugiés. Nous pressons le Canada de continuer à faire sa part pour atténuer cette tragique situation. Depuis une décennie, le Canada a manifesté son engagement envers le Mozambique en en faisant l'un des principaux bénéficiaires de l'aide étrangère canadienne en Afrique; la participation des ONG canadiens à la base, malgré la guerre qui faisait rage, a donné au pays une image des plus favorables chez les Mozambicains. Nous croyons que le Canada peut maintenant utiliser cette crédibilité pour apporter à l'ensemble du Mozambique les avantages de la paix et de la sécurité. En conséquence, **le Sous-comité recommande au Canada d'utiliser tous les moyens diplomatiques possibles pour obliger le RENAMO à négocier de bonne foi. Il faudrait envoyer au gouvernement d'Afrique du Sud un message clair au sujet de l'appui indirect que ce pays accorde encore au RENAMO, et encourager les parties membres de la Commission mixte de vérification à intervenir pour promouvoir le sérieux du RENAMO à la table des négociations.**

Malgré le facteur aggravant de la déstabilisation, les problèmes économiques de la région ne sont pas tous dus à l'apartheid. Certains sont endémiques à l'Afrique. La faiblesse ou la stagnation des investissements en capital, le bas niveau d'emploi officiel et la forte croissance de la population, ainsi que des taux de croissance économique faibles ou négatifs,

²¹ ONU, *Africa Recovery Brief* n° 4, p. 4.

²² La Commission mixte de vérification se compose des organismes et pays suivants : RENAMO, gouvernement du Mozambique, Zimbabwe, Zambie, Kenya, Congo, Italie, Portugal, Grande-Bretagne, ex-Union soviétique et France.